

La Rochelle, le 3 juin 2013

Olivier FALORNI

Député de la Charente-Maritime

Membre de la Commission du
Développement Durable et de
l'Aménagement du Territoire

Membre titulaire du
conseil d'administration du
Conservatoire de l'espace littoral
et des rivages lacustres

Membre de la
Commission supérieure du
Crédit Maritime Mutuel

Conseiller Municipal

Réf. OF/SA RV192-13

Monsieur Laurent FABIUS
Ministre des Affaires étrangères
37 quai d'Orsay
75007 Paris

Monsieur le Ministre, *cher Laurent,*

Je souhaite attirer votre attention sur la situation plus que préoccupante que connaît la République Centrafricaine. Le cessez-le-feu et l'accord politique du 11 janvier, signé sous l'égide de la Communauté économique des États d'Afrique centrale qui prévoyait la nomination d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections anticipées a abouti au renversement du président BOZIZE le 24 mars dernier et à l'autoproclamation de Michel DJOTODIA.

Aussi, j'ai reçu à ma permanence parlementaire les membres du collectif *les oubliés de Centrafrique* dont certains sont des réfugiés politiques. Tous m'ont décrit une situation d'extrême urgence. Pays africain parmi les plus pauvres, son économie est à la dérive et l'Etat est en faillite, la Centrafrique pourrait mettre plusieurs décennies à se remettre des pillages qu'elle connaît actuellement.

À Bangui, les violences se poursuivent et forcent les habitants à fuir vers la République Démocratique du Congo. Les rares ONG encore sur place lancent un cri d'alarme. Selon le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme en République Centrafricaine les actes de pillages, d'assassinats, d'enlèvements et d'autres exactions deviennent récurrents. D'aucuns évoquent le risque de somalisation du conflit

.../...

Les forces armées françaises, présentent avec quelque 600 hommes pour assurer la protection des ressortissants français, semblent plutôt bien accueillies par la population en proie aux violences.

C'est pourquoi, Monsieur le Ministre, il me serait agréable que vous m'indiquiez la position de la France ainsi que les actions que le Gouvernement pourrait entreprendre pour sortir la République Centrafricaine de la crise.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de ma haute considération.

Bien amicalement



Olivier FALORNI